



Exigences spécifiques pour l'accréditation des Laboratoires aux fins de notification au titre du règlement de produits de construction

LAB REF 33 - Révision 03

LA VERSION ELECTRONIQUE FAIT FOI





SOMMAIRE

1. OBJET	3
2. REFERENCES ET DEFINITIONS	3
2.1. Références.....	3
2.2. Définitions	4
3. DOMAINE D'APPLICATION	5
4. MODALITES D'APPLICATION	5
5. MODIFICATIONS APORTEES A L'EDITION PRECEDENTE.....	5
6. EXIGENCES SPECIFIQUES	5
7. PROCESSUS D'ACCREDITATION.....	8
7.1. Evaluation de la demande initiale ou d'extension	8
7.2. Evaluations de surveillance et ré-évaluations	8
7.3. Attestation et annexe(s) technique(s)	8
7.4. Modification de la portée par ajout d'une spécification technique harmonisée	9
7.5. Communication à l'autorité notifiante.....	9
7.6. Dispositions à prendre en cas de suspension, de retrait d'accréditation ou de cessation d'activité du laboratoire.....	9
7.7. Recours à des prestataires de services.....	10
8. MODALITES FINANCIERES.....	10
9. ANNEXE – EXEMPLE DE PORTEE DETAILLEE.....	11

LA VERSION ELECTRONIQUE FAIT FOI



1. OBJET

Le Décret n° 2012-1489 du 27 décembre 2012 pris pour l'exécution du règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 cite que peuvent seuls être notifiés les organismes accrédités par le Comité français d'accréditation (COFRAC) pour la réalisation des tâches relevant de la tierce partie selon le système d'évaluation et de vérification de la constance des performances, tel que défini à l'annexe V du règlement (UE) n° 305/2011, en ce qui concerne les caractéristiques essentielles de produits de construction.

Le présent document a pour objet de définir les exigences spécifiques à satisfaire par les laboratoires demandant l'accréditation en vue d'être habilités par l'Etat dans le cadre du décret n° 2012-1489 et réalisant des essais selon le système d'évaluation et de vérification de la constance des performances de produits de construction relatif aux laboratoires (système 3 défini dans le règlement délégué (UE) n° 568/2014).

Les paragraphes de la norme NF EN ISO/IEC 17025 cités dans le document se réfèrent à la version 2017 de celle-ci.

2. REFERENCES ET DEFINITIONS

2.1. Références

Les exigences de ce document viennent en complément de celles des documents cités ci-après :

- **Norme NF EN ISO/IEC 17025 : 2017** « Exigences générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais »
- **LAB REF 02** « Exigences pour l'accréditation des laboratoires selon la norme NF EN ISO/IEC 17025 : 2017 »
- **LAB REF 05** « Règlement d'accréditation »
- **LAB REF 08** « Expression et évaluation des portées d'accréditation »
- **Décision n° 768/2008/CE¹** du Parlement européen et du Conseil relative à un cadre commun pour la commercialisation des produits et abrogeant la décision 93/465/CEE du Conseil ;
- **Règlement (CE) n° 765/2008/CE¹** du Parlement européen et du Conseil fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits et abrogeant le règlement (CEE) n° 339/93 du Conseil ;
- **Règlement (UE) n° 305/2011¹** du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil, également appelé RPC au sein de ce document ;
- **Règlement délégué (UE) n° 568/2014 de la Commission¹** du 18 février 2014 modifiant l'annexe V du règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'évaluation et la vérification de la constance des performances des produits de construction ;
- **Décret n° 2012-1489** du 27 décembre 2012 pris pour l'exécution du règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil ;
- **Arrêté du 21 juin 2013** modifié relatif à la désignation et au suivi des organismes notifiés au titre du règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil

¹ disponible sur <http://eur-lex.europa.eu>



La plupart des textes réglementaires cités ci-dessus sont accessibles sur le site internet : <http://www.rpcnet.fr/>

Ce document prend en compte les documents cités ci-après :

- **EA-2/17 M : 2020** EA Document on Accreditation for Notification Purposes
- **EA-2/20 G : 2020** Consultancy, and the Independence of Conformity Assessment Bodies

2.2. Définitions

- **Laboratoire** : organisme qui mesure, examine ou teste les performances des produits de construction.
- **Organisme notifié** : organisme d'évaluation de la conformité ayant fait l'objet d'une notification d'un état membre à la Commission et aux autres Etats membres comme étant autorisé à effectuer des tâches d'évaluation de la conformité en vertu de la législation communautaire d'harmonisation.
- **Norme harmonisée** : norme adoptée par l'un des organismes européens de normalisation énumérés à l'annexe I de la directive 98/34/CE, à la demande de la Commission conformément à l'article 6 de ladite directive.

[Définition extraite du règlement (UE) n° 305/2011]

Les normes harmonisées peuvent définir des essais à réaliser pour évaluer la performance à une (des) caractéristique(s) essentielle(s) d'un produit dans le cadre du règlement (UE) n° 305/2011 ou bien elles peuvent faire référence à des normes d'essais qui ne sont pas obligatoirement harmonisées.

- **Document évaluation européen (DEE)** : Document adopté par l'organisation des organismes d'évaluation techniques (OET) aux fins de la délivrance d'évaluations techniques européennes.

[Définition extraite du règlement (UE) n° 305/2011]

Les normes harmonisées et les documents d'évaluation européens sont appelés dans le présent document « **spécifications techniques harmonisées** ».

- **Législation communautaire d'harmonisation** : toute législation communautaire visant à harmoniser les conditions de la commercialisation des produits.

[Article 2(21) du règlement (CE) n° 765/2008]

- **Activité d'évaluation de la conformité par tierce partie** : activité d'évaluation de la conformité réalisée par une personne ou une organisation qui est indépendante du fournisseur de l'objet de l'évaluation de la conformité et qui n'a pas d'intérêt dans l'utilisation de l'objet .

[NF EN ISO/IEC 17000]

- **Système 3** : Le fabricant établit la déclaration des performances et détermine le produit type sur la base des évaluations et des vérifications de la constance des performances réalisées ; selon ce système :

- Le fabricant effectue un contrôle de la production en usine.
- Le laboratoire notifié évalue les performances du produit sur la base d'essais (reposant sur l'échantillonnage réalisé par le fabricant), de calculs, de valeurs issues de tableaux ou de la documentation descriptive du produit.

[Définition extraite du règlement délégué (UE) n° 568/2014]



3. DOMAINE D'APPLICATION

Le présent document concerne les exigences spécifiques à satisfaire par les laboratoires qui possèdent ou souhaitent obtenir l'accréditation nécessaire pour être notifiés selon une (des) spécification(s) technique(s) harmonisée(s) par l'Etat au titre l'article 3-III du décret n° 2012-1489 du 27 décembre 2012.

Ce document s'adresse ainsi :

- à tout laboratoire accrédité ou candidat à l'accréditation en vue d'être habilité par l'Etat en tant qu'organisme notifié au titre de l'article 3-III du décret suscité, aux évaluateurs qualitatifs et techniques du Cofrac,
- aux membres des instances de la Section Laboratoires du Cofrac (Comité de Section, Commission d'Accréditation),
- aux membres de la structure permanente du Cofrac.

4. MODALITES D'APPLICATION

Ce document est applicable à compter du 1^{er} septembre 2021.

5. MODIFICATIONS APPORTEES A L'EDITION PRECEDENTE

Les modifications apportées sont indiquées par une marque de révision en marge gauche du document.

L'objectif de cette révision est :

- de modifier le domaine d'application de ce document (Fin de la période de transition durant laquelle des organismes peuvent être habilité par l'Etat en tant qu'organisme notifié sans être accrédités aux fins de notification) en lien avec l'article 3-III du décret n  2012-1489 du 27 décembre 2012 ;
- d'intégrer la référence au document EA-2/20 G : 2020 « Activité de Conseil et Indépendance des organismes d'évaluation de la conformité » ;
- de clarifier le processus d'accréditation relatif aux surveillances et ré évaluations ;
- de préciser les modalités de recours à des prestataires de services externes.

6. EXIGENCES SPECIFIQUES

Les exigences spécifiques à satisfaire par les laboratoires sont issues du Règlement de Produits de Construction (RPC).

Ces exigences sont d'ordre additionnel par rapport aux exigences de la norme ISO/IEC 17025 et de son document LAB REF 02 d'application obligatoire correspondant.



N°	Référence NF EN ISO/IEC 17025	Référence du Règlement (UE) n° 305/2011	Exigences additionnelles
1	5	Article 43 §9	Le laboratoire doit souscrire une assurance de responsabilité civile.
2	4.1	Article 43 §5	Un organisme notifié et son personnel exécutent, en tant que tierces parties, les tâches relevant de la procédure d'évaluation et de vérification de la constance des performances avec la plus haute intégrité professionnelle et la compétence technique requise dans le domaine concerné, et doivent être à l'abri de toute pression et incitation, notamment d'ordre financier, susceptibles d'influencer leur jugement ou les résultats de leurs travaux d'évaluation et/ou de vérification, en particulier de la part de personnes ou de groupes de personnes intéressés par ces résultats.
		Article 43 §8	La rémunération ne peut dépendre du nombre d'évaluation effectuées ni de leurs résultats.
3	4.1 4.2 5 6.1	Article 43 §3	Le laboratoire notifié est un organisme tiers indépendant de l'organisation ou du produit de construction qu'il évalue. Un organisme appartenant à une association d'entreprises ou à une fédération professionnelle qui représente des entreprises participant à la conception, à la fabrication, à la fourniture, à l'assemblage, à l'utilisation ou à l'entretien des produits de construction qu'il évalue, peut, pour autant que son indépendance et l'absence de tout conflit d'intérêts soient démontrées, être considéré comme satisfaisant à cette condition.
4	4.1 4.2 5 6.1	Article 43 §4	Le personnel ne doit pas être concepteur, fabricant, fournisseur, installateur, acheteur, propriétaire, utilisateur ou responsable de l'entretien du produit évalué et doit s'abstenir d'intervenir que ce soit directement ou en tant que mandataire dans la conception, la fabrication, la construction, la commercialisation, l'installation, l'utilisation ou l'entretien de ces produits de construction. Ils ne participent à aucune activité susceptible d'entrer en conflit avec l'indépendance de leur jugement et l'intégrité des activités pour lesquelles ils ont été notifiés. Cela vaut en particulier pour les services de conseil. Note : Le document EA 2/20 définit l'approche d'EA pour évaluer l'indépendance des organismes d'évaluation de la conformité (OEC) et des activités d'évaluation de la conformité (tierce partie) de ces OEC réalisées à des fins de notification. Ce dernier est disponible en version Française au lien suivant : https://tools.cofrac.fr/documentation/EA-2-20-G . Certains cas présentés sont susceptibles de ne pas s'appliquer aux laboratoires accrédités selon le référentiel NF EN ISO/IEC 17025 : 2017.
5	4.1 4.2	Article 43 §4	Le laboratoire veille à ce que les activités de ses filiales ou sous-traitants ne compromettent pas la confidentialité, l'objectivité et l'impartialité de ses activités d'évaluation.



N°	Référence NF EN ISO/IEC 17025	Référence du Règlement (UE) n° 305/2011	Exigences additionnelles
6	5.3 8.2	Article 43 §6b)	Le laboratoire doit disposer de politiques et procédures appropriées faisant la distinction entre les tâches qu'il exécute en tant qu'organisme notifié et d'autres activités.
7	6.6	Article 45 §1	Le laboratoire doit s'assurer que le sous-traitant ou la filiale répond aux exigences définies à l'article 43 du RPC et informe l'autorité notifiante en conséquence.
8	7.1.1.c	Article 45 §43	Des activités ne peuvent être sous-traitées ou réalisées par une filiale qu'avec l'accord systématique du client.
9	6.2	Article 43 §11 Article 55	Le laboratoire participe aux activités de normalisation pertinentes et aux activités du groupe de coordination des organismes notifiés établi conformément au règlement de produit de construction, ou veille à ce que son personnel effectuant l'évaluation en soit informé, et applique comme lignes directrices les décisions et les documents administratifs résultant des travaux de ce groupe.
10	6.2	Article 43 §7 c)	Le personnel doit connaître et comprendre de manière adéquate les normes harmonisées applicables et des dispositions pertinentes du règlement d'application
11	/	Article 53 §1 a) à d)	Le laboratoire doit communiquer à l'autorité notifiante toutes informations relatives à : <ul style="list-style-type: none">- toutes circonstances influant sur la portée de la notification- toute demande d'information reçue des autorités de surveillance du marché concernant les activités d'évaluation et/ou de vérification et la constance des performances- et d'autres éléments sur demande.
12	/	Article 53 §2	Les organismes notifiés fournissent aux autres organismes notifiés au titre du RPC qui exécutent, en tant que tierces parties, des tâches similaires au titre des systèmes d'évaluation et de vérification de la constance des performances et pour les produits de construction couverts par la même spécification technique harmonisée, des informations pertinentes sur les questions relatives aux résultats négatifs de ces évaluations et/ou vérifications et, sur demande, aux résultats positifs, par exemple en participant aux réunions de coordination.



7. PROCESSUS D'ACCREDITATION

Seules les modalités spécifiques pour ce domaine ont été précisées, étant entendu que les dispositions générales du règlement d'accréditation et des procédures en vigueur s'appliquent.

Toute demande d'accréditation pour la réalisation d'essais participant à l'évaluation et à la vérification de la constance des performances en ce qui concerne les caractéristiques essentielles du produit de construction est traitée comme une demande d'accréditation initiale ou d'extension de la portée d'accréditation à un nouveau domaine (objet du présent document) selon la procédure prévue par le document LAB REF 05.

7.1. Evaluation de la demande initiale ou d'extension

L'équipe d'évaluation prend en compte les exigences du chapitre §6 du présent document pour l'évaluation du laboratoire.

Pour chaque compétence du laboratoire (tryptique domaine/sous-domaine/famille) de la portée demandée ou objet de l'extension comprenant au moins un essai à des fins de notification, il est procédé à :

- au moins une observation d'une prestation d'essai,

ainsi qu' :

- au moins un examen de traçabilité documentaire portant si possible sur un principe de méthode différent de celui observé.

7.2. Evaluations de surveillance et ré-évaluations

1. Cas des laboratoires avec plusieurs domaines accrédités selon les exigences du Document LAB REF 33

Pour au moins une compétence du laboratoire (tryptique domaine/sous-domaine/famille) de la portée accréditée comprenant au moins un essai à des fins de notification, il est procédé à une observation d'une prestation d'essai ;

et pour une autre compétence, il est procédé à un examen de traçabilité documentaire portant si possible sur un principe de méthode différent de celui observé.

Les observations sont choisies de telle sorte que, toutes les compétences de la portée d'accréditation du laboratoire comprenant au moins un essai aux fins de notification soient évaluées sur un cycle d'accréditation (S1+S2+S3+R1 ou S4+S5+S6+Rn).

2. Cas des laboratoires avec un seul domaine accrédité selon les exigences du document LAB REF 33

L'observation d'une prestation d'essai ET l'examen de traçabilité documentaire doivent être réalisés au moins une fois sur le cycle d'accréditation (S1+S2+S3+R1 ou S4+S5+S6+Rn).

7.3. Attestation et annexe(s) technique(s)

L'attestation d'accréditation et son annexe technique fixent les limites de l'accréditation octroyée.

L'exemple en annexe illustre les informations attendues dans l'annexe technique.

En particulier, l'annexe technique – ou la portée détaillée dans le cas d'une portée flexible² - indiquera :

² Cf. LAB REF 08 sur la notion de portée flexible



- les essais susceptibles d'être mis en œuvre dans le cadre d'évaluation et de vérification de la constance des performances de produits de construction (le système 3 défini dans le règlement délégué (UE) n° 568/2014),
- et la liste des spécifications techniques harmonisées correspondantes.

La notification selon une spécification technique harmonisée est délivrée par l'autorité notifiante si au moins un essai référencé dans ladite spécification est couvert par l'accréditation selon les exigences définies dans le présent document.

A l'inverse, le fait d'être notifié selon une spécification technique harmonisée n'autorise pas le laboratoire à faire valoir sous accréditation les essais mentionnés dans ladite spécification qui ne sont pas couverts par l'accréditation.

7.4. Modification de la portée par ajout d'une spécification technique harmonisée

Sur le domaine objet du présent document, la modification consiste à l'ajout d'une nouvelle spécification technique harmonisée ou d'une nouvelle spécification relative aux caractéristiques horizontales (cf. §3 de l'annexe du règlement délégué (UE) n°568/2014) conduisant à la mise à jour de l'attestation de notification par l'autorité notifiante.

Si le laboratoire est en portée fixe (ou FLEX 1), il doit signifier sa demande de modification au Cofrac par l'envoi de la mise à jour du LAB FORM 05 en précisant l'essai et la référence de la(des) spécification(s) technique(s) harmonisée(s) correspondante(s).

Si l'essai relève d'une extension de la portée d'accréditation tel que défini au §10 du document LAB REF 05, la vérification sur site des exigences du présent document sera effectuée conformément au chapitre §7.1 du présent document.

Si le laboratoire est en portée flexible² (FLEX 2/ FLEX 3) pour l'essai considéré, alors il mettra à jour sa liste des spécifications techniques harmonisées de sa portée détaillée en précisant l'essai couvert par l'accréditation qui y est référencé.

Dans ce cas, si le laboratoire est accrédité pour un essai selon la norme NF EN ISO/IEC 17025 et qu'il satisfait au LAB REF 33 lui permettant d'être notifié sur une spécification technique harmonisée, alors toute spécification technique harmonisée appelant cette ligne d'essai peut être ajoutée à la liste des spécifications techniques harmonisées.

7.5. Communication à l'autorité notifiante

Toutes les notifications de décision du Cofrac induisant une modification de la portée d'accréditation aux fins de notification doivent être transmises par le laboratoire à l'autorité notifiante.

Si le laboratoire est en portée flexible, il doit communiquer à l'autorité notifiante la mise à jour de sa liste de spécifications techniques harmonisées dès lors qu'elle est modifiée.

L'autorité notifiante décidera de la mise à jour de la portée de notification en conséquence.

7.6. Dispositions à prendre en cas de suspension, de retrait d'accréditation ou de cessation d'activité du laboratoire

Le Cofrac informe sans délai l'autorité notifiante de toute mesure de suspension (totale ou partielle) ou de retrait (total ou partiel) d'accréditation aux fins de notification d'un laboratoire.

En cas de suspension ou de retrait, les actions à mettre en œuvre par le laboratoire concernant les rapports émis sous accréditation sont établies au cas par cas en fonction de la raison de la suspension ou du retrait et sont indiquées dans le courrier de notification de suspension/retrait.



7.7. Recours à des prestataires de services

Lorsque le laboratoire fait appel à des prestataires externes pour réaliser des essais aux fins de notification, le prestataire externe n'est pas tenu d'être notifié. En revanche, le laboratoire doit confier les essais à des laboratoires dont il a la preuve de la compétence.

Pour rappel, l'arrêté du 21 juin 2013 précise que les noms et adresses des organismes sous-traitants (s'il y a lieu) doivent figurer dans le rapport annuel d'activité (cf. arrêté pour la liste détaillée des éléments à transmettre à l'autorité notifiante).

8. MODALITES FINANCIERES

L'accréditation au titre du présent document constitue un domaine tel qu'indiqué dans les documents LAB REF 06 et LAB REF 07.

LA VERSION ELECTRONIQUE FAIT FOI



9. ANNEXE – EXEMPLE DE PORTEE DETAILLEE

* RPC : Évaluation et vérification de la constance des performances des produits de construction (système 3, selon règlement n°568/2014/UE modifiant le RPC n°305/2011/UE).

(1) Essai permettant la notification sur une spécification technique harmonisée Seules les méthodes d'essais identifiées dans les tableaux suivants sont couvertes par l'accréditation. Les spécifications techniques harmonisées appelant certains de ces essais sont indiquées en dernière colonne et sont citées à titre indicatif dans le cadre du règlement européen n°305/2011/UE (RPC) relatif à la mise sur le marché des produits de construction.

NOTE : la présente portée d'accréditation exprime la reconnaissance de compétence de l'organisme vis-à-vis des exigences applicables aux organismes notifiés mais n'acte pas la notification effective de l'organisme qui reste de la responsabilité exclusive de l'autorité notifiante.

BATIMENT ET GENIE CIVIL / ISOLANTS et ELEMENTS D'ENVELOPPE DU BATIMENT - FENETRES, PORTES ET ENSEMBLES MENUISES

Essais de performance ou d'aptitude à la fonction

DECISION N°768/2008/CE-RPC (UE 305/2011) – LAB REF 33 – AVCP système 3

Nature de l'essai	Objet soumis à essai	Principe de la méthode	Référence de la méthode	RPC (1)	Spécifications techniques harmonisées
Étanchéité à l'eau	Fenêtres et blocs-portes extérieurs pour piétons	Arrosage continu à différents paliers de pression sur la face extérieure du corps d'épreuve	NF EN 1027	X	EN 14351-1 + A2
Perméabilité à l'air		Application d'une série définie de pressions d'essais (positives et négatives)	NF EN 1026	X	EN 14351-1 + A2
Résistance au vent		Application de pressions d'essai positives et négatives	NF EN 12211	/	/